

Discours de clôture de l'université d'été du PCF
Pierre Laurent, secrétaire national
Dimanche 29 août 2014

Chers amis, chers camarades,

Je tiens moi aussi à m'associer aux remerciements de tous les camarades qui ont préparé cette université, en saluant une nouvelle fois son succès. 800 participants, un record, 80 intervenants, avec un fort renouvellement des participants. Une université d'été très intergénérationnelle, beaucoup de jeunes participants. Je voudrais saluer 4 intervenants internationaux :

- Mouna Mathari, du Front populaire de Tunisie,
- Miguel Enrique Almeida, mouvement des sans terre, du Brésil,
- Maher Al Sharif, du Parti du peuple palestinien
- et Mohamed Halayka, directeur du Théâtre national palestinien.

Cette université occupe une place de plus en plus remarquable dans le vie de notre parti. Comprendre le monde, échanger sur les enjeux contemporains, y compris les plus complexes, croiser les savoirs et les compétences, tout cela est primordial. Tout en abordant les événements politiques, notre université s'enrichit chaque année de nouveaux champs de réflexion. Il faudra cultiver cette approche pluridisciplinaire dans l'avenir.

Nous avons d'immenses défis à relever. Cela ne nous fait pas peur. C'est ce qui fait la richesse et la passion de notre engagement. C'est d'avoir décidé collectivement de nous engager pour relever les défis que nous ne pourrions pas relever seul. Quand l'avenir du pays est engagé, nous savons, nous les communistes, être au rendez-vous. Et cette année, nous avons tenu notre édition dans un moment politique crucial pour notre pays, pour la France, pour la gauche, un moment de vérité et d'accélération politique.

La décision prise dimanche dernier, avec la brutalité qui sied à ce genre de coup de force politique, par François Hollande et Manuel Valls, de pousser comme jamais les feux de leurs choix libéraux, a changé, en quelques jours, la donne politique.

La semaine écoulée annonce la couleur d'une année dans laquelle l'avenir du pays, comme celui de la gauche, conçue pour nous comme le possible espace de rassemblement des forces d'alternatives, sont en jeu.

Un gouvernement qui expulse ses récalcitrants, aussi timides soient-ils, pour se resserrer sur l'équipe la plus droitière qui soit. Deux jours après, un discours de Manuel Valls ovationné par le Medef et pour cause, puisqu'il n'a fait que dérouler la feuille de route patronale. Enfin, vendredi, deux annonces inaugurales qui en disent long sur ce qui attend le pays :

1- la démolition de la loi ALUR, pour la remplacer par une politique de logement, qui est un copier-coller du programme de la Fédération des promoteurs immobiliers. Deux ans de travail de la gauche balayés d'un trait de plume sans aucune discussion, avec aucune formation politique parlementaire.

2- l'annonce que la loi de modernisation économique que préparera Emmanuel Macron, le banquier de Rothschild, en lieu et place d'Arnaud Montebourg, sera imposée par ordonnances, c'est-à-dire sans débat du Parlement, ni possibilité d'amendements. Le travail du dimanche par ordonnances, voilà ce qu'on retiendra quand on parlera de l'entrée en action du gouvernement Valls 2.

Manuel Valls s'inquiétait, paraît-il, en juin dernier, de la mort de la gauche. On sait, aujourd'hui, qui tient entre ses mains l'arme du crime.

On sait donc à quoi s'en tenir. Ce gouvernement va jouer sans retenue son va-tout libéral, avec l'espoir qu'il parviendra à réduire toutes les résistances et à engager, enfin de manière définitive et assumée, la liquation du PS en parti d'alternance démocrate. Ils ont quand même du travail chez les militants socialistes, car pour ceux qui ont suivi cela, Christophe Cambadélis, devant les 2 000 militants socialistes réunis dans la table ronde à laquelle je participais, a essayé de définir la carte d'identité du Parti socialiste. On a vu que ce n'était pas si simple pour lui ; « nous ne sommes pas un parti social, démocrate », - huée de la salle - « nous sommes un parti socialiste, oui, nous sommes le parti socialiste qui est un parti social démocrate ».

Il n'est pas question de laisser faire cette offensive du plan Valls 2. Le prix à payer par le peuple français de cette fuite en avant est trop lourd, pour que nous acceptions de nous y plier. Il n'est pas non plus question de laisser faire pour une autre raison : ce gouvernement a définitivement déchiré le contrat passé avec les français en 2012. Minoritaire dans le pays, dans la gauche, et même parmi les électeurs socialistes, ces choix n'ont aucune légitimité démocratique.

Ne nous y trompons pas, le spectacle auquel nous assistons depuis le début de la semaine avec l'annonce du nouveau gouvernement, n'est que l'expression exacerbée d'une crise politique qui n'a fait que l'échec patent de François Hollande. Cette démission du gouvernement Valls est un terrible aveu d'échec de François Hollande. Ce ne sont pas les roulements de mécanique et excès d'autorité du Premier ministre qui peuvent constituer un masque illusoire face à un constat sans appel : celui d'une déroute politique et économique, et d'un gouvernement ultra minoritaire dans le pays.

Oui, le gouvernement est l'expression de l'échec politique et de l'isolement de l'exécutif. Il est la démonstration de l'incapacité du Président et du Premier ministre à mener une politique qui rassemble et entraîne les forces vives du pays. Il ne tient son pouvoir que de l'extrême concentration du système présidentiel et des fondements antidémocratiques de la V^{ème} République. La publication dans « *le Monde* » d'un soutien de 200 parlementaires au nouvel exécutif en témoigne : 200 députés sur 577 parlementaires, pas besoin d'avoir fait Polytechnique pour comprendre que ça n'a jamais fait une majorité ! Bien au contraire. Et ce ne sont pas les slogans du « gouvernement de clarté » lancés par les communicants de Matignon qui masqueront cette réalité. La base électorale de la politique menée par Manuel Valls est plus infime et fragile que jamais !

Manuel Valls joue au chantage avec sa majorité socialiste : « *ou moi, ou le chaos politique ! Pliez-vous devant cette politique !* ». Mais c'est lui qui, chaque jour, sape avec François Hollande sa majorité, faisant courir au pays, le risque d'une crise politique inédite et dangereuse.

Les deux années écoulées ont été un énorme gâchis. En tournant le dos à deux engagements essentiels, faire reculer le pouvoir de la finance et renégocier le pacte d'austérité budgétaire européen, et au contraire en s'y pliant, François Hollande a précipité la France sur une pente économique et politique dangereuse.

Le chômage est en constante régression, la croissance est quasi-nulle, la demande moribonde, l'austérité draconienne, et les déficits, et pour cause, courent toujours ... c'est un échec retentissant que le pays paie très cher.

Les choix amplifiés depuis janvier, avec les 40 milliards du Pacte de responsabilité, et les 50 milliards de réduction de dépenses publiques supprimées, soit 90 milliards sacrifiés au bénéfice des intérêts du capital entraînent le pays dans une alarmante spirale descendante.

Pour justifier cette politique, le couple exécutif tient un discours qui doit être sérieusement démonté. Ce serait une politique de l'offre. Impossible de relancer la demande, d'augmenter les salaires, de faire

de la relance sociale, tant que nous ne sommes pas compétitifs, disent-ils, et pour l'être, une seule solution, aider et renflouer les marges des entreprises. Et ensuite seulement, investissements et emploi suivront. C'est la fameuse thèse de la parenthèse que développait François Hollande, quand il expliquait aux socialistes : « *cela va être dur pendant deux ans, mais cela ira mieux après* ». On voit bien ce qu'il en est aujourd'hui. Et bien tout cela il faut le dire, c'est de la foutaise !

La France souffre dramatiquement d'une chronique et profonde insuffisance de la demande, tirée vers le bas par l'écrasement des salaires, par la brutale dégringolade de l'emploi, de la protection sociale et , en même temps, d'une dégradation continue de l'offre productive : car l'offre productive, c'est notre industrie, ce sont nos services publics, c'est la qualité des emplois, de la formation et de la qualification, la qualité de la recherche. Tout cela est attaqué de front par des politiques de rentabilité qui retournent systématiquement les immenses possibilités technologiques de la révolution numérique contre l'emploi, pour grossir des profits qui nourrissent les dividendes et les profits du capital.

La politique Valls-Hollande n'est pas une politique de l'offre, c'est une politique de soutien aveugle aux profits et aux marges du capital, qui laissent intacts les immenses gâchis financiers et d'immenses gâchis de richesses détournés de leur efficacité sociale.

Car nous continuons dans ce pays à produire d'immenses richesses, mais elles sont pillées et détournées de leur vocation à créer du bien commun, pour servir à une poignée de privilégiés. C'est pourquoi, nous disons avec force : « *stop aux cadeaux au capital sans contrepartie, stop aux exonérations de cotisations sociales qui saignent la sécu et encouragent les bas salaires sans soigner le véritable mal : le coût du capital* ».

- 300 milliards par an, contre 150 milliards de cotisation sociales

- 325 milliards d'exonération depuis 20 ans.

- Coût du capital : 14 % en 90, 30 % aujourd'hui.

Voilà les racines de la crise, voilà ce qu'a provoqué la crise financière en 2008. Voilà ce qui empêche la France de rebondir, en l'empêchant d'investir dans le développement national, dans le redressement productif. Et c'est cette bataille contre le coût du capital, que nous avons lancée l'an dernier, qu'il faut amplifier pour faire la vérité sur l'échec de cette politique.

Oui, nous disons : plus un euros pour la finance, plus un euro qui ne serve à la relance sociale des salaires et des services publics, qui ne conforte l'investissement dans des capacités de production utiles à répondre aux besoins sociaux. C'est exactement l'inverse qui vient d'être annoncé pour le logement. Parce que, même cette loi que nous avons votée, nous l'avions jugée insuffisante. Eh bien, en retour, un système qui va consister à gaver de cadeaux fiscaux les promoteurs immobiliers pour continuer à produire des logements qui ne seront pas accessibles au plus grand nombre. Manuel Valls, qui est si rigoureux à la dépense, lors de sa présentation de toutes ses mesures, qui, je le répète sont l'exact copier-coller de la feuille de route de la Fédération des promoteurs immobilier, lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il avait chiffré le coût de tout cela, il a répondu : « *non, pas encore* ». Ce qui en dit long sur le fait que ces gens-là, qui prétendent serrer les dépenses publiques, quand il s'agit de dépenser pour le capital, « *là, nous ne regardons pas de trop près* ». Nous, nous voulons que l'argent dépensé serve à répondre aux besoins sociaux.

Nous allons relancer notre campagne sur le coût du capital, pour dire stop à la finance, oui à la relance sociale. Dans chaque département, il faudra former des comités populaires de suivi et d'action pour tracer toutes les aides versées. Il faut regarder de près qui touche le CISE, qui touche les exonérations de cotisations sociales, il faut organiser le traçage et le contrôle populaire de l'argent versé pour exiger la réorientation de cet argent. Il faut une nouvelle loi bancaire pour réorienter le crédit et le conditionner de manière sélective. Qu'on nous explique BNP Paribas, peut dire sans broncher qu'il

arrivera à absorber, sans trop de problème le paiement de la banque américaine, 6 milliards et demi d'euros, alors qu'elle n'aurait pas d'argent. Qu'on nous explique les crédits à l'industrie sont en baisse, et le crédit aux holding financiers en hausse de plus de 16 % l'année dernière ; qu'on nous explique comment les dividendes du CAC 40 peuvent continuer à augmenter à un tel rythme, quand l'investissement continue à chuter. Oui, nous devons amplifier cette campagne, la transformer en une campagne d'action pour aller demander des comptes au nom de la France et avec les Français qui travaillent et qui souffrent, nous allons demander des comptes au capital. Oui, messieurs les actionnaires, le temps est venu de rendre des comptes aux Français.

N'acceptons pas la feuille de route du Medef, car si nous les laissons faire, tout y passera : la Sécu, les reculs sociaux, les 35 heures, le code du travail, le travail du dimanche. Exigeons au contraire d'ouvrir partout le dossier des salaires et du pouvoir d'achat.

La moitié des Français ne paient pas d'impôts, et la TVA rapporte deux fois plus que l'impôt sur le revenu. Il faut combattre cette fable, selon laquelle la moitié des Français ne payeraient pas d'impôt. Au contraire, avec l'augmentation de la TVA, les Français paient de plus en plus d'impôt, et sont de plus en plus dans la difficulté.

Eh bien, nous allons rouvrir ce dossier de la justice fiscale. Nous avons décidé que nos deux groupes parlementaires tiendraient, au mois d'octobre prochain, à l'Assemblée nationale, les États généraux de la justice fiscale. Et nous allons aborder la bataille parlementaire qui s'annonce, la bataille du budget avec des propositions que nous voulons faire soutenir dans tout le pays. Et cette initiative sera relancée à l'occasion d'un débat à la Fête de l'Humanité.

Le pire dans cette politique, c'est qu'elle est non seulement catastrophique à court terme, mais en plus, elle réduit pour des années la capacité de la France à préparer l'avenir. Un nouveau monstre frappe à la porte. Des possibilités immenses de travailler autrement, de partager le savoir grâce à la révolution numérique, des possibilités et des forces immenses en France, en Europe, dans le monde sont prêtes à s'engager pour défricher les voies de cette nouvelle manière de faire le monde, de faire cette société. Eh bien que faisons nous pour nous engager dans cette voie ? Rien !

Il faudrait investir dans la formation, investir dans l'école, investir dans une école de l'égalité pour tous, et on dit tous les matins qu'il n'y a pas d'argent pour le faire et l'on sait qu'à nouveau cette rentrée scolaire va être placée sous le signe de l'inégalité. Inégalités face aux rythmes scolaires, qui créons des activités plus ou moins payantes, inégalités face aux moyens, la baisse des moyens va à nouveau reprendre dans l'Éducation nationale.

Où et quand on investit dans ce pays, pour promouvoir et développer le système productif et anticiper en partageant le travail, la manière de produire ?

Où et quand investit-on dans ce pays pour promouvoir et développer la mutation et notre système productif et anticiper en partageant le travail ? Où et quand investit-on sérieusement dans la révolution énergétique, dans la transition écologique ?

Où et quand investit-on dans les Services publics, le logement, les transports, la santé.

Dans tous les domaines on fait le contraire et l'on sacrifie les possibilités de la France de construire un avenir à la hauteur des défis contemporains du 21^e siècle.

Eh bien, là aussi, nous relayons toutes ces batailles.

Nous tiendrons par exemple au mois de novembre, une grande convention nationale sur l'industrie, pour discuter de ces enjeux d'avenir. Une convention nationale organisée à l'initiative du PCF. Et nous tiendrons aussi de très nombreuses initiatives toute au cours de cette année, sur la question de la

transition écologique, avec l'ambition de préparer *la conférence internationale sur le climat, qui va se tenir, fin 2015, à Paris.*

Nous avons d'ailleurs décidé de prendre une initiative inédite. Nous avons décidé, sous l'impulsion de nos secteurs Ecologie, animé par Hervé Bramey et International, animé par Lydia Samarbakhsh, d'écrire à toutes les forces progressistes, dans le monde, avec lesquelles nous travaillons, pour engager un travail politique de préparation de cette conférence internationale.

Nous voulons à cette occasion franchir une étape, en France, en Europe, dans le monde, de la qualité et du niveau de notre intervention sur ces questions de la transition écologique et d'une lutte efficace pour la préservation du climat et contre les risques que fait courir le capitalisme international.

Avec leurs politiques aveugles et capitalistes, ils passent à côté de ce nouveau monde.

Rien pour le travail avec le BRICS, rien pour favoriser l'émergence d'un nouveau monde de paix.

Non, la France s'engage dans tous les mauvais coups, dans la défense d'intérêts occidentaux de plus en plus étroits et anachroniques.

Juillet et août ont été des mois de souffrances, de déchaînements de violence, de destruction et de mort en Palestine, en Irak, en Syrie, en Libye, ou encore en Ukraine. Je veux redire ici toute la solidarité du PCF avec le peuple palestinien.

L'armée israélienne a massacré 2 143 Palestiniens dont 577 enfants, 263 femmes et 102 personnes âgées, blessé 11 230 personnes dont 3 374 enfants, détruisant 11 000 bâtiments, 46 000 logements, 141 écoles publiques et 136 écoles de l'ONU, 17 hôpitaux et cliniques, des fermes, des parcs ... au terme de 51 jours, Israël s'est vu contraint à un vrai cessez-le-feu mais il faut aujourd'hui redoubler d'énergie dans la solidarité internationale pour que cessent l'occupation, la colonisation des territoires palestiniens et que le blocus illégal de Gaza soit immédiatement levé. La reconstruction de Gaza va coûter au bas mot 4 milliards d'euros et prendre des années, peut être dix ou quinze ans.

Alors, il est grand temps qu'un pays comme la France – qui sait au plus profond de son histoire ce que c'est que d'avoir été un pays occupé – dise à Israël : *«Vous n'êtes pas au-dessus du droit international ! Vous l'avez violé, vous avez commis des crimes de guerre dont vous devez répondre !»*

Oui, un pays comme la France – qui sait au plus profond de son histoire ce que c'est pour un peuple que de résister à l'oppression pour exister – doit aujourd'hui agir pour des sanctions contre Israël jusqu'à la levée du blocus, agir pour le boycott jusqu'à la destruction du mur de la honte, suspendre toute coopération tant que la colonisation se poursuivra et que les prisonniers politiques seront enfermés...

Oui, j'insiste, un pays comme la France – qui sait combien les femmes et les hommes de paix peuvent être objets de haine et de violence – doit prendre l'initiative pour ouvrir une nouvelle ère en Palestine, au Proche-Orient mais aussi pour le monde.

Car la situation internationale que nous traversons souligne bien l'échec de la stratégie autoritaire (qu'elle soit interventionniste ou de « soft & smart power ») des grandes puissances poursuivie depuis la chute du Mur de Berlin et particulièrement depuis les attentats du 11 septembre à New-York.

Cette situation souligne aussi le vide que cette stratégie a créé dans les chancelleries, tant américaine que britannique ou française.

Nombreux sont ceux qui ont joué aux apprentis sorciers et qui maintenant ne savent même plus quoi faire devant la progression de forces aussi violentes et destructrices que l'État islamique. Français

Hollande propose une conférence internationale mais veut aussi décider de qui pourra y venir ; s'il s'agit d'une énième coalition « occidentale » qui prendrait d'ores et déjà pour acquis une partition ou un éclatement de l'Irak, nous savons déjà que c'est voué à l'échec. En tout état de cause, rien de l'avenir de l'Irak, de son intégrité territoriale ne peut se décider sans les forces démocratiques irakiennes. La solution est d'abord politique. La barbarie de l'État islamique doit être stoppée, et le courage de l'armée kurde est à cet égard exemplaire ; mais il faut aussi assécher le puits : les livraisons d'armement, les filières de trafics mafieux, la dislocation de l'État irakien, l'exploitation des richesses du pays au détriment des besoins de la population et de développement. C'est sur tous ces « fronts »-là qu'il faut attaquer en même temps.

Et cela ne peut pas être le fait d'un État seul ; la solidarité et une véritable coopération sont indispensables. La situation internationale nous montre à quel point oui il est incontournable de rétablir le véritable cadre multilatéral politique et diplomatique de résolution et de prévention des conflits qu'est à l'origine l'ONU où toutes les nations, tous les peuples, les États selon ses principes fondateurs sont réellement à égalité.

Car, nulle part, il n'existe de solution militaire aux crises, gravissimes, qui se déroulent. Au contraire, la solution militaire en prépare toujours de nouvelles, toujours plus profondes et graves, comme nous le voyons aujourd'hui en Libye.

Il n'existe nulle part de solution militaire, ni en Syrie – où tous les rapports internationaux le confirment –, ajouter de la guerre à la guerre n'assurera aucun résultat car il n'y aura jamais de vainqueurs ; pas plus qu'en Ukraine où, d'une part, le pouvoir à Kiev et ses soutiens américains, allemands, français, polonais avec l'OTAN et, d'autre part, la Russie s'entraînent mutuellement dans l'escalade militaire. Si nous ne pouvons accepter que la Russie envoie des soldats combattre en Ukraine, nous n'acceptons pas plus le massacre qui a eu lieu en mai dans la maison des syndicats d'Odessa faisant officiellement 50 victimes, ni la guerre que mène depuis son élection le président Porochenko dans l'est du pays. La voie militaire est une impasse dramatique. Aujourd'hui, c'est à l'initiative politique de reprendre le dessus, et l'UE – plutôt que de laisser l'OTAN surenchérir – devrait travailler à deux objectifs :

- 1- l'arrêt *sine die* des combats et l'ouverture immédiate sous l'égide des Nations Unies d'une conférence nationale permettant aux Ukrainiens d'élaborer une issue politique à la crise ;
- 2- l'UE doit maintenant s'engager dans l'élaboration avec son voisin russe d'un cadre régional de coopération et de sécurité commune. Il faut que l'UE accepte l'idée de devoir discuter et se mettre d'accord avec la Russie.

Il n'y a pas de solution simple aux crises que nous traversons, mais il n'est rien d'irréparable si la volonté politique se met en action, c'est cela je crois qui est attendu d'une puissance comme la France, la 5^e mondiale, quand elle siège au Conseil de sécurité.

Dans le cadre de ces batailles internationales, il faut amplifier la bataille que nous avons menée depuis des années, pour transformer et refonder l'Union européenne.

Une des causes de la crise actuelle sont les politiques d'austérité qui sont imposées de façon de plus en plus autoritaire.

Si les événements nationaux nous ont empêchés, et les débats dans le Front de gauche, de mener la campagne européenne qui méritait d'être menée, au niveau nécessaire, n'oublions pas l'immense travail que nous avons accompli au PGE et la nomination d'Alexis Tsipras, comme candidat à la Présidence de l'Union européenne, a permis à des forces importantes en Europe, de progresser, d'émerger comme en Slovaquie, ou dans d'autres pays européens, de se conforter et le groupe de la Gauche unitaire européenne comptait 35 députés avant l'élection, elle en compte à présent 52.

Je rappelle que le PGE a pris la décision de tenir au printemps 2015, un forum des alternatives, auquel nous avons l'ambition de donner une très grande importance. Ce forum européen des alternatives, par décision du Parti de la Gauche européenne se tiendra en France, et nous serons les organisateurs de ce forum. Il se tiendra probablement en mai, et pourquoi pas, avec nos partenaires européens, le week-end des 29, 30 et 31 mai 2015, dix ans après notre victoire contre le Traité constitutionnel. Il nous faudra amplifier la campagne que nous avons démarrée sur le Traité transatlantique qui menace nos emplois, nos cultures, et l'ensemble des peuples européens.

Enfin, permettez moi, d'aborder un enjeu clé, un enjeu maintenant fondateur de toute sortie de crise : l'enjeu démocratique.

Oui, l'heure est venue de refonder la démocratie, de repousser les tentations autoritaires qui montent de partout en France et en Europe, de refonder la République, d'en inventer une nouvelle, la VI^e République.

Les institutions de la V^e République sont arrivées à bout de souffle. Les pouvoirs personnels sans cesse exacerbés par Nicolas Sarkozy, maintenant par François Hollande, deviennent un très grave problème démographique de notre pays.

Le Parlement bafoué et l'annonce par Manuel Valls, qui allait légiférer par ordonnance, dès le mois d'octobre, est une nouvelle attaque à l'égard des droits du Parlement.

Nous devons relancer la bataille pour la transformation et la démocratisation des institutions, pour la proportionnelle aux législatives, pour le droit de vote des étrangers.

Il nous faudra d'ailleurs dans tous les domaines, renforcer la bataille pour les droits et l'égalité.

Les droits et l'égalité sont de plus en plus, et gravement, menacés, les droits des femmes qui subissent dans toute l'Europe des attaques gravissimes, qui ont vu, même en France, renaître des forces, des traitements rétrogrades et qui vont continuer à essayer de porter des coups systématiques contre les droits des femmes.

Quand on entend Emmanuel Macron déclarer «*qu'une femme enceinte de huit mois devrait avoir le droit de ne pas continuer le travail en position débout*», peut-être ne sait-il pas que le congés maternité est à 7 mois.

Les chiffres récemment publiés sur le travail de nuit des femmes en montrent une explosion incroyable dans notre pays et en Europe.

Il va donc y avoir une bataille pour les droits extrêmement importante à mener.

Nous devons aussi mener une bataille très importante contre la réforme territoriale, que le gouvernement continue à vouloir imposer au pays. Cette réforme de la démocratie est au service de politiques d'austérité. La prétendue fable sur les économies n'a jamais été démontrée par personne.

Au contraire, les gâchis créés par cette réforme auront des conséquences qui risquent de coûter très cher.

C'est une atteinte très grave au tissu démocratique national. Et on voit bien, le gouvernement, de plus en plus en difficulté, invente chaque jour des rustines plus pitoyables les unes que les autres. On créerait pour les départements ruraux une espèce de sous-statut. Si on laisse faire, ils vont s'engager dans une rupture d'égalité. Car, tous les citoyens ont droit aux mêmes institutions. Nous n'acceptons pas les institutions à la carte, avec des sous-institutions pour les uns, comme s'il y avait des sous-citoyens. Ils ne savent même pas, à force d'improviser cette réforme, dire quand vont se dérouler les élections cantonales, même les élections régionales. Vous avez entendu qu'ils annonçaient des

élections, en même temps, en décembre 2015, après les avoir repoussées les unes et les autres. Ils disent maintenant que ce sera impossible, que ces élections auront lieu en juin ou en mars ! Pourquoi pas dans trois semaines, pendant qu'on y est ! Méprise de la démocratie, des citoyens, où est le débat ?

Nous allons lancer à la Fête de l'Humanité, une pétition nationale, pour exiger la consultation des Français par référendum, sur l'ensemble des réformes institutionnelles. Il faudra mener cette campagne pour la République, dans toutes nos communes, dans toutes les campagnes, dans la campagne sénatoriale qui est engagée.

Et nos listes, celles que nous conduisons dans la plupart des départements de France, avec nos candidats pour rassembler les élus locaux et les grands électeurs feront entendre la protestation contre cette improvisation permanente de la réforme territoriale.

Et j'espère, même si la politique gouvernementale et le désastre des municipales mettent sérieusement en danger et la majorité de gauche au Sénat, et la propre reconduction de nos propres élus, nous nous battons avec courage pour cette campagne sénatoriale, pour maintenir les sénatrices et les sénateurs, et vous savez l'importance de ce groupe auprès de l'Assemblée nationale, dans le travail parlementaire.

La bataille pour la République, c'est la bataille pour la démocratie sociale. Ce qui est engagé contre la disparition des seuils sociaux est un scandale pur et simple.

Depuis quand l'existence d'un délégué syndical dans une entreprise serait une entrave à la création d'un syndicat ? C'est la gauche qui disait cela, « que les syndicalistes sont un obstacle à l'emploi » ? Il suffit d'aller dans n'importe quelle entreprise de France pour discuter avec les syndicalistes et les entendre dire, expliquer les projets qu'ils ont pour l'emploi.

C'est parce qu'on n'écoute pas les syndicalistes que l'on détruit l'emploi.

Nous pouvons gagner la bataille nationale pour empêcher la remise en cause des droits sociaux en France. Nous déploierons, à cette occasion, la relance de notre bataille pour les nouveaux droits des salariés et il y a quantité de batailles en France, la bataille victorieuse des Fralib, des Pilpa, Alstom, les Pétroplus, dans les banques, qui montrent combien les nouveaux droits serviraient l'emploi et le redressement national.

Vous l'avez compris, c'est à une rentrée dans l'action que je vous appelle. Une rentrée de mobilisation pour stopper la politique désastreuse et imposer dans le débat politique d'autres solutions. Oui, nous pouvons le dire haut et fort au moment où le gouvernement Valls essaie de faire silence dans les rangs, une autre politique de gauche est possible. La France en a les moyens, elle a les forces pour le faire, à condition de donner du courage aux forces populaires, au monde du travail, aux forces de la gauche. Et pas en les désespérant, comme le gouvernement le fait tous les jours. Et ce que j'ai vécu à la Rochelle, me conforte dans l'idée que c'est possible.

Oui, l'action pour des solutions, face à l'échec gouvernemental, voilà notre feuille de route, pour la rentrée et pour toute l'année qui vient.

Pouvons nous imposer ces solutions ? Je sais que devant la difficulté, les citoyens, les Hommes et les Femmes de gauche, et parfois des militants parmi nous, doutent de cette possibilité. Eh bien je crois que c'est possible et je vais vous dire comment.

Le gouvernement joue avec le feu ; autoritarisme, silence dans les rangs, chantage à la crise, au FN, pour faire taire toute contestation. S'ils parvenaient à leur fin, si le débat se réduisait effectivement à ce triste choix, entre la droite dans l'état où elle est, et la politique de Valls, alors là il y aurait fort à

craindre pour l'avenir politique du pays, parce que c'est cette attitude-là qui crée un boulevard pour le FN, et l'appel des pyromanes, à l'approche des élections de ceux qui auraient allumé ce feu, pour l'éteindre, ne parviendraient pas alors à éteindre l'incendie.

Rendre crédible une alternative de Gauche, de progrès, ce n'est pas seulement avancer nos solutions. C'est mettre désormais en mouvement toutes nos forces, toutes nos énergies militantes pour mettre dans l'action des millions de Français pour les porter et les rendre incontournables.

Voilà pourquoi la relance de notre travail de rassemblement avec de nouveaux objectifs beaucoup plus ambitieux est absolument indispensable. Nous devons mener ce travail de rassemblement, le plus large possible, en toute circonstance, sans aucune exclusive, sans a priori.

Il faut ranger les étiquettes dans les tiroirs. Il y a le feu à la maison. Parce qu'il y a des millions de Français qui sont dans une telle souffrance, dans une telle pauvreté de vie, que sans la solidarité concrète au quotidien, ils ne peuvent pas rentrer dans l'action et trouver le chemin d'une politique qui les concerne. Nous avons besoin de réseaux populaires au quotidien pour mener ce travail. Et nous devons mener ce travail de rassemblement dans toutes les échéances politiques qui se présentent. A qui s'adresser ? Il faut s'adresser sans aucune exclusive, sans aucune retenue, à toutes les femmes et à tous les hommes qui ne se reconnaissent pas dans la politique gouvernementale actuelle.

Ces forces existent dans toutes les forces vives de la gauche, dans toutes les forces populaires, y compris celles et ceux dont les repères politiques sont brouillés par cette situation. Je l'ai dit, laissons les étiquettes au vestiaire et soyons audacieux et confiants dans notre peuple et dans la capacité de rassembler. C'est comme cela que nous redonnerons confiance à beaucoup de gens qui l'ont perdue.

J'ai fait la démonstration, à la Rochelle, que le fait d'avoir répondu à cette invitation, - décision prise collectivement et unanimement par la direction du parti - , je sais qu'elle avait fait discuter. Je crois que nous avons fait la démonstration que c'était le chemin à suivre. Il faut parler avec les socialistes désorientés, avec EELV, comme nous le faisons depuis leur sortie du gouvernement. Je me rendrai à l'université d'Un monde avance, à celle de Maintenant la Gauche, j'irai partout où je serais invité.

Il faut discuter, avec ATTAC qui vient de tenir son université d'été, avec le monde associatif, avec les syndicats, avec tous ceux qui veulent trouver une issue à cette situation dramatique. C'est dans cet état d'esprit que les représentants du parti se rendront à la rencontre du Front de gauche, le 6 septembre. Oui, il faut relancer le Front de gauche avec de nouveaux objectifs, plus ambitieux, et il faut avancer dans le débat politique.

Le Front de gauche n'est pas un échec. Le Front de gauche a créé un espoir, il n'a pas gagné toutes ses batailles, c'est vrai, mais il a mis en mouvement des millions de gens, qui attendent la relance du Front de gauche. Nous devons travailler à cette relance avec de nouveaux objectifs.

Travailler à différents niveaux, élargir le Front de gauche, travailler avec les forces disponibles à gauche. C'est avec ces objectifs que nous participons à la réunion du 6 septembre. Et c'est comme cela que nous croyons possible d'entraîner toutes les forces du Front de gauche. C'est la meilleure chose à faire.

Certains pensent que la gauche est dépassée. Il faut tourner cette page. Nous n'opposons pas rassembler la gauche et rassembler le peuple. Nous devons travailler dans le même mouvement à rassembler les peuples, rassembler la Gauche, les forces vives de la gauche désorientées, rassembler ces forces populaires dont une partie a perdu ses repères entre la gauche et la droite. Nous devons mener de front ces deux efforts qui doivent converger.

La Fête de l'Humanité doit être le premier grand rendez-vous. Nous allons prendre des dispositions exceptionnelles. Et surtout, après ce qui s'est passé ces dernières semaines, nous allons inviter à la Fête

toutes ces femmes et tous ces hommes qui ne se reconnaissent pas dans la politique gouvernementale, et qui doivent désormais travailler ensemble. Les communistes devront réserver l'accueil qui se doit, à toutes ces forces, qu'elles soient socialistes, écologistes, qu'elles aient pris telles ou telles décisions, dans les deux dernières dont certaines peuvent être discutées, contestées. La Fête de l'Humanité doit être une grande fête de l'unité populaire.

Après la Fête de l'Humanité nous préparerons la Conférence nationale du parti, convoquée pour les 8 et 9 novembre. Il faudra aller vers de nouvelles étapes après cette conférence nationale. Nous tirerons le bilan de ce que nous avons fait dans les semaines à venir. Et nous allons nous lancer dans un grand travail pour mettre en débat, dans tout le pays, nombre de projets politiques, ce que nous avons appelé, à notre dernier congrès, notre communisme de nouvelle génération. Parce que oui, pour redonner du sens à tous les combats, il faut parler de l'avenir du monde, et de l'avenir de la société toute entière.

Nous publierons, à cette occasion, un texte, auquel travaille le Comité du projet, qui pointera où nous en sommes sur la définition de notre projet de société. Ce texte sera un appel à la mise en débat de toutes les forces sociales, politiques, qui veulent travailler avec nous.

Et nous tiendrons avant notre prochain congrès, une convention nationale du projet, pour avancer et progresser encore.

Nous tiendrons aussi, dans l'année qui vient, peut-être un peu tard, en fonction des échéances politiques, mais avant le congrès, une grande conférence intellectuelle, pour rassembler les immenses forces qui sont prêtes à se mettre au travail. Et la qualité des intervenants, dans cette université d'été, - comme beaucoup d'autres contacts que nous avons les uns et les autres - montrent que d'immenses forces intellectuelles sont disponibles et nous devons franchir une nouvelle étape.

Nous tiendrons, le dimanche matin, de la conférence nationale - le 9 novembre - une séance exceptionnelle, sous forme de 10 ateliers décentralisés, sur tous les thèmes de notre projet. Cette séance sera ouverte à tous les adhérents du parti. Nous rendrons publics ses contours, lors du Conseil national du 19 septembre.

A la suite de cette conférence nationale, nous organiserons un grand tour de France, pour aller dans toutes les régions. Je me rendrai personnellement dans de grandes initiatives politiques, dans l'ensemble des futures régions, d'ici 2015.

Un dernier mot sur l'engagement, la plus belle et la plus utile chose dans le monde que nous connaissons. Soyons fiers de notre engagement communiste et faisons-le savoir. Un air flotte pour clamer la fin des partis. Nous n'y croyons pas. Ce à quoi nous croyons, c'est à une nouvelle génération de partis, où les pratiques de réseaux, de partage sont démultipliées.

Notre parti n'en a pas fini avec ses transformations. C'est une œuvre de longue haleine. Nous la menons avec détermination.

Deux congrès en 2016 et 2019. Ces deux congrès nous mèneront, en 2020, vers le centenaire du Parti, celui qui dira avec clarté pour le XXI^e le communisme de nouvelle génération que nous construirons pas à pas. Le travail que nous menons nous aidera à faire du Parti communiste, un beau parti pour le XXI^e siècle.